



CHAPITRE 309

Loi des cimetières non catholiques

Approba-
tion du
site.

1. Aucun cimetière non catholique, quel qu'en soit le propriétaire ou l'administrateur ou gérant, ne peut être établi, à moins que l'endroit et le terrain où il doit être établi n'aient été approuvés par le ministre de la santé. S. R. 1941, c. 315, a. 2.

Rempla-
cement
d'un cime-
tière con-
damné.

2. Lorsqu'un cimetière non catholique, quel qu'en soit le propriétaire ou l'administrateur ou gérant, a été condamné par le ministre de la santé comme dangereux pour la santé publique, les propriétaires et administrateurs ou gérants de ce cimetière doivent, dans les six mois après que cette condamnation leur a été notifiée, remplacer ce cimetière par un autre dont la situation a été approuvée par le ministre de la santé et, après l'expiration de ce délai, aucune inhumation ne peut se faire dans le cimetière condamné, et le transport des cadavres de l'ancien au nouveau cimetière, s'il se fait, doit se faire conformément aux dispositions des articles 19, 20 et 21 de la Loi des inhumations et exhumations (chap. 310). S. R. 1941, c. 315, a. 3.

Contra-
vention.

3. Quiconque se rend coupable de contravention ou participe à quelque contravention aux dispositions des articles 1 et 2, devient passible:

Amende.

1° D'une amende n'excédant pas trois cents dollars qui peut être recouvrée avec dépens sur poursuite portée devant la Cour supérieure du district, et, du jugement de ce tribunal il y a appel devant la Cour du banc de la reine, dont le jugement est final;

CHAPTER 309

Non-Catholic Cemeteries Act

Approval
of site.

1. No non-Catholic cemetery, who-
ever may be the owner, administrator or
manager thereof, may be established un-
less the site thereof has been approved by
the Minister of Health. R. S. 1941, c. 315,
s. 2.

Replacing
condemn-
ed ceme-
tery.

2. Whenever a non-Catholic cemetery,
whoever may be the owner, administrator or
manager thereof, has been condemned
by the Minister of Health as dangerous to
public health, the owners, administrators
or managers of such cemetery shall, within
six months after having been notified of
such condemnation, replace such cemetery
by another cemetery the site whereof has
been approved by the Minister of Health
and, after the expiration of such delay, no
interment may take place in such con-
demned cemetery, and the removal of the
bodies from the old cemetery to the new
one, if effected, must be so effected in
accordance with the provisions of sections
19, 20 and 21 of the Burial Act (Chap.
310). R. S. 1941, c. 315, s. 3.

Infringe-
ment.

3. Whosoever infringes or is accessory
to any infringement of the provisions of
sections 1 and 2 shall be liable:

Fine.

(1) To a fine of not more than three
hundred dollars, which may be recovered,
with costs, by suit before the Superior
Court of the district, and an appeal from
the judgment of such court shall lie to the
Court of Queen's Bench (Appeal Side),
the judgment whereof shall be final;

Amende
addi-
tionnelle.

2° D'une amende additionnelle de vingt-cinq dollars par jour, pour chaque jour que l'infraction se continue. Cette amende peut être recouvrée avec dépens sur poursuite portée devant une cour de juridiction compétente du district; et, du jugement rendu par la Cour supérieure il y a appel devant la Cour du banc de la reine, dont le jugement est final. S. R. 1941, c. 315, a. 4.

Poursuite.

4. La poursuite peut être intentée:
1° Par le procureur général; ou
2° Par la corporation municipale de l'endroit.

Amende.

Dans tous les cas, l'amende appartient à la couronne. S. R. 1941, c. 315, a. 5.

(2) To an additional fine of twenty-five dollars per day for every day such infringement shall continue, which fine may be recovered with costs by suit before a court of competent jurisdiction in the district, and an appeal from the judgment of the Superior Court shall lie to the Court of Queen's Bench (Appeal Side), the judgment whereof shall be final. R. S. 1941, c. 315, s. 4.

Additional
fine.

4. The suit may be brought:

Suit.

(1) By the Attorney-General; or
(2) By the municipal council of the locality.

The fine shall, in all cases, belong to the Crown. R. S. 1941, c. 315, s. 5.

Fine.